

PAGES 17 A 20 :

« Le Monde de l'économie »

- « Entreprise et Progrès » et l'orientation du C.N.P.F. ;
- Vicissitudes du dollar et construction européenne ;
- La lutte contre la pollution aux Etats-Unis.

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

5, rue des Italiens, Paris-IX*

Directeur : Jacques Fauvet

0,80 F

Algérie, 0,80 DA; Maroc, 0,80 dir.; Tunisie, 80 m.; Allemagne, 0,80 DM; Autriche, 6 sch.; Belgique, 7 fr.; Canada, 40 c. cts.; Danemark, 2,25 kr.; Espagne, 12 pes.; Grande-Bretagne, 8 p.; Grèce, 10 dr.; Iran, 30 rls.; Italie, 150 l.; Liban, 100 p.; Luxembourg, 7 fr.; Norvège, 2 kr.; Pays-Bas, 0,75 fl.; Portugal, 8 esc.; Suède, 1,50 kr.; Suisse, 0,70 fr.; U.S.A., 50 cts.; Yougoslavie, 6 din.

Tarif des abonnements page 27

C.C.P. PARIS N° 4207-23

TELEXPARIS N° 88372

Ad. télégr. : JOURMONDE-PARIS

Tél. : PRO. (770) 91-29

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Israël et la Roumanie

La minceur et les silences du communiqué publié dimanche 7 mai à l'issue de la visite de Mme Golda Meir en Roumanie indiquent-ils que l'initiative diplomatique de Bucarest se solde finalement par un échec ? Il se serait aussi imprudent de l'affirmer aujourd'hui qu'il l'aurait été hier de croire qu'une « solution-miracle » au problème du Proche-Orient pourrait sortir de la rencontre entre le premier ministre israélien et M. Ceausescu. De la mission Jarring au plan Rogers, en passant par le voyage des « sages » africains, trop d'entreprises ont déjà capoté ou se traînent dans les sables pour que l'offre de « bons offices » de Bucarest n'ait pas été accueillie avec scepticisme.

Quel autre pays pourrait plus que la Roumanie apporter une contribution active et efficace à la recherche d'une solution au Proche-Orient ? Non loin géographiquement du lieu du conflit et disposant de bonnes relations avec tous les pays de la région, ainsi que l'a montré le séjour au Caire et à Khartoum, le mois dernier, du chef de l'Etat, la Roumanie, qui ne cache pas son manque d'enthousiasme pour les rapports de bloc à bloc, poursuit avec ténacité, depuis bientôt dix ans, une politique d'indépendance qui lui vaut une place particulière parmi les pays socialistes.

Position parfois difficile, comme le montrent les fréquentes pressions exercées par Moscou sur son allié, mais aussi privilégiée : reprenant le rôle traditionnellement joué avant la guerre par la diplomatie roumaine, les dirigeants actuels de Bucarest apparaissent à beaucoup comme des intermédiaires naturels. Dès le lendemain de la guerre de six jours, l'éventualité d'une « médiation » roumaine dans le conflit du Proche-Orient était évoquée, notamment à l'ONU, où s'était rendu le premier ministre, M. Ion-Gheorghe Maurer. A l'époque, l'hypothèse très sérieusement envisagée par plusieurs pays ne s'était pas confirmée. De même, la mission de « bons offices » entreprise en 1963 à Pékin par le même M. Maurer pour réconcilier l'U.R.S.S. et la Chine n'avait eu aucune suite.

Les chances de succès sont-elles aujourd'hui meilleures au Proche-Orient ? « Lorsque les circonstances empêchent des contacts directs entre les parties, déclarait, en 1967, M. Maurer devant l'Assemblée générale de l'ONU, il appartient à la communauté internationale de créer un climat dans lequel un tel dialogue pourra un jour avoir lieu. » C'est, sans doute, dans cette perspective qu'il faut situer le voyage de Mme Meir. En dehors de toute autre considération, l'initiative roumaine est avant tout destinée à affirmer le rôle des pays « moyens et petits » dans la solution pacifique des problèmes internationaux, donc à permettre aux intéressés de discuter face à face, en dehors de l'ingérence des grandes puissances.

Cette position ne peut, évidemment, que satisfaire Israël, qui s'est prononcé de longue date pour des négociations directes avec l'Egypte. Si M. Sadate ne refuse pas, lui non plus, en dépit de la véhémence de ses discours, de s'asseoir autour d'une table de négociations avec Mme Meir, il n'en souhaite pas moins obtenir préalablement des assurances quant à un retrait des troupes israéliennes des territoires occupés. L'absence, dans le communiqué roumano-israélien, de toute référence non seulement à cette question, mais encore à la résolution du Conseil de sécurité de novembre 1967, montre le chemin qui reste encore à parcourir pour parvenir à la paix au Proche-Orient.

(Lire nos informations p. 5.)

LE CONTROLE DES CHANGES EST A NOUVEAU ASSOULI

Les investissements à l'étranger coûteront moins cher

(Lire nos informations p. 33.)

NOUVELLE ESCALADE AU VIETNAM

L'aviation américaine a bombardé lundi cinq provinces autour de Hanoï

Plusieurs missiles ont été tirés sur la capitale

L'aviation américaine a bombardé lundi matin 8 mai cinq provinces entourant Hanoï. Plusieurs missiles ont été tirés sur la capitale, indique le correspondant de l'A.F.P., citant une bonne source. Des attaques ont en particulier été lancées à une dizaine de kilomètres au sud de la ville. L'alerte a été donnée à 8 h. 55 (heure locale). La ville s'est immédiatement vidée de ses habitants, qui ont plongé dans les abris, cependant que se succédaient les explosions de bombes et les tirs de fusées Sam et que des Mig volaient très bas au-dessus de la capitale. L'alerte a duré jusqu'à 9 h. 55.

De nombreux raids avaient déjà été effectués dimanche contre le Nord, où, nous câble notre envoyé spécial, la population est très calme et fait preuve d'une solide

détermination en dépit des destructions infligées à des objectifs strictement civils. Le général Giap a déclaré que « jamais le peuple vietnamien et les autres peuples indochinois n'ont remporté des victoires aussi grandes ».

Aiors que, au Sud, les Nord-vietnamiens et le F.N.L. augmentent leur pression contre les bases gouvernementales sur les Hauts-Plateaux, où la situation est très critique, et dans les provinces côtières du centre, M. Nixon réunit ce lundi son Conseil national de sécurité. Il a rappelé à cette occasion son secrétaire d'Etat, M. Rogers, qui se trouvait à Bonn. Dix-huit ans, jour pour jour, après la défaite française, il veut à l'évidence éviter un Dien-Bien-Phu américain. Washing-

ton devrait bientôt annoncer quelles mesures militaires seront prises à cet effet, mesures dont les raids contre la banlieue de Hanoï donnent un avant-goût.

L'agence Tass diffuse de nombreuses dépêches concernant la situation militaire au Vietnam et les protestations émises aux Etats-Unis contre la politique de la Maison Blanche. Cependant, aucune information ne permet encore de dire si l'intensification des bombardements du Nord aura une quelconque conséquence sur la rencontre Nixon-Brejnev, prévue pour dans deux semaines. Les Nord-Vietnamiens et le F.N.L. paraissent en tout cas décidés à aller de l'avant et les dirigeants américains à riposter avec la plus vive énergie.

La population du Nord s'attend aux plus brutales attaques

De notre envoyé spécial CLAUDE JULIEN

Hanoï. — Il y a plusieurs jours que Hanoï s'attendait à être bombardée. Une pré-alerte avait encore sonné dimanche. Tous ces jours-ci il n'est pas rare que, avant même la confirmation de l'alerte, une bonne partie de la population se rende dans les abris. Comme leurs dirigeants, les gens disent s'attendre au pire. Leur principal souci est, évidemment, de ne pas être pris à l'improviste. Ils ne seront pas surpris si MM. Nixon et Kissinger ont décidé, pendant le week-end, de revenir à une stratégie qui, au temps de M. Johnson, a fait la preuve de son inefficacité. Si un simple avis de pré-alerte suffit à « n diriger un bon nombre vers les abris, c'est dans le calme le plus parfait et sans le moindre soupçon de panique.

Il n'est plus nécessaire d'insister sur la parfaite maîtrise et sur l'incomparable discipline des Nord-Vietnamiens. Les scènes que l'on peut voir depuis quelques jours dans les rues de la capitale ne font qu'illustrer le parfait accord entre la population et les dirigeants, même si les consignes transmises par voie de slogans, d'allure parfois simpliste, peuvent surprendre certaines oreilles. Lorsque les textes officiels annoncent la faillite de la « vietnamisation », l'échec de la stratégie de M. Nixon, la débâcle des « fantoches » de Saigon, la détermination de lutter jusqu'à la victoire, ils paraissent traduire très fidèlement les convictions et les aspirations des Nord-Vietnamiens. Eviter toute surprise... C'est d'abord pour cette raison que la capitale s'est en grande partie évacuée, mais moins complètement qu'on ne pourrait le croire. Certes, les Russ ne grouillent plus d'en-

fants, mais on est surpris d'en voir un si grand nombre le soir, rassemblés autour des marchands de glace. Les marchés sont, certes, moins animés que d'habitude, mais ils sont bien approvisionnés pour servir une clientèle encore importante. Si les cinémas et les théâtres sont fermés, afin d'éviter de grands rassemblements, les magasins ne chôment pas. Dans une atmosphère où rien, pas même une espèce d'apocalypse, ne pourrait surprendre une population parfaitement résolue, on trouve quand même le moyen d'acheter des tissus, des objets usuels et même des fleurs. Un bombardement de Hanoï ferait sans doute plus de ravages que ne peut le laisser supposer l'image simplifiée d'une capitale « évacuée ».

(Lire la suite page 2, 4^e col.)

M. Richard Nixon réunit son conseil national de sécurité

De notre correspondant JACQUES AMALRIC

Washington. — « En attendant les bombes ». Ce titre d'un tout récent article de James Reston illustre bien le climat qui prévalait à Washington depuis la rupture officielle, jeudi dernier, des discussions américano-nord-vietnamiennes. On ne se demandait plus si M. Nixon allait ordonner des représailles massives contre le Vietnam du Nord, mais quand il le ferait. La soudaine interruption du voyage européen de M. William Rogers n'avait fait que confirmer les milieux diplomatiques et politiques dans leur analyse : seules d'importantes décisions aux conséquences internationales graves avaient pu conduire le président à rappeler d'urgence son secrétaire d'Etat. Tout le monde songe bien sûr à une possible annulation du « sommet » de Moscou. M. Rogers n'était pas, après tout, en train

de visiter les capitales européennes pour exposer aux alliés des Etats-Unis les grandes lignes de la position américaine à la veille de la rencontre américano-soviétique.

Aiors que les spéculations allaient bon train dimanche, la Maison Blanche restait fidèle à sa politique du silence. Il n'était possible d'obtenir aucun détail de la présidence. La vérité officielle tenait en quelques mots : M. Rogers a été rappelé par M. Nixon pour participer lundi à une réunion du Conseil national de sécurité, dont le sujet n'est même pas précisé. Le voyage du secrétaire d'Etat n'est pas interrompu : « on espère » que M. Rogers pourra retourner rapidement en Europe, où il lui reste à visiter, outre Bonn, Paris, Rome et Madrid.

(Lire la suite page 2, 4^e col.)

LA MUTUELLE DES ETUDIANTS : GESTION ET POLITIQUE

I. — En réserve de la révolution

Par BRUNO FRAPPAT

Le congrès annuel de la Mutuelle nationale des étudiants de France, qui est gérée par les élus des étudiants, doit se tenir à Thonon (Haute-Savoie) du 11 au 14 mai. Il s'ouvrira dans des circonstances particulièrement difficiles : la Mutuelle connaît en effet une double crise, politique et financière.

Desordre permanent, retards administratifs, utilisation d'un organisme mutualiste à des fins politiques, confiscation par les étudiants du P.S.U. de ce qui serait une « vache à lait du gauchisme », trahisons électorales... Les adversaires des dirigeants de la Mutuelle nationale des étudiants de France (M.N.E.F.) n'ont pas de termes trop durs pour qualifier sa gestion. Certains accusent même purement et simplement la M.N.E.F. de « voler » ses quatre cent mille adhérents. Ces accusations graves n'ont jamais pu être prouvées devant les tribunaux, pourtant fréquemment saisis par les uns ou par les autres à l'occasion du renouvellement chaque année, par élection, d'une partie du conseil d'administration.

Jusqu'à ces derniers mois, les dirigeants de la M.N.E.F. se défendaient d'une manière relativement sereine. Ils ne prenaient guère la peine de répondre à des assauts limités aux périodes pré-électorales. Les élections terminées, les adversaires de l'équipe dirigeante, après avoir déposé quelques plaintes, retournaient à leurs études, en jurant que, lors des prochains scrutins, on verrait ce que l'on verrait. Trois événements ont contraint les dirigeants de la M.N.E.F. à

changer d'attitude : l'éclatement de l'Union nationale des étudiants de France, jadis liée, c'est le moins qu'on puisse dire, à la M.N.E.F., en deux morceaux dont aucun n'abrite désormais les étudiants du P.S.U. ; un important déficit d'exploitation (1,6 million de francs en 1970) de cet organisme au budget important (près de 40 millions de francs), enfin, la création dans plusieurs régions de mutuelles autonomes qui menacent le monopole de fait de la M.N.E.F.

C'est au tour des étudiants P.S.U. de la M.N.E.F. de se poser en accusateurs : le pouvoir, profitant d'un affaiblissement — qu'ils espèrent passer — du mouvement étudiant, aurait entrepris de « détruire la M.N.E.F. en l'asphyxiant » financièrement et en favorisant de nouvelles mutuelles destinées à la priver d'adhérents.

Le vote, unanime, de la loi du 23 septembre 1948 organisant le régime de Sécurité sociale des étudiants fut directement à l'origine de la création, un mois plus tard, de la M.N.E.F. Cette loi prévoyait, en effet, que les étudiants recevaient les prestations auxquelles ils avaient désormais droit par l'intermédiaire des sections locales d'une mutuelle nationale. Pour dédommager cette dernière des frais supplémentaires ainsi engagés, la M.N.E.F. devait recevoir, et reçoit depuis vingt-trois ans, pour chaque étudiant assuré social, une « remise de gestion » qui s'ajoute aux cotisations proprement mutualistes que lui versent ses adhérents.

Pendant de nombreuses années, la gestion de la Mutuelle, dont le nombre d'adhérents s'accrut parallèlement à ceux des effectifs universitaires, ne sembla pas poser de problèmes et ne suscita guère de polémiques. Peu à peu, toutefois, la politisation grandissante de l'UNEF, dont les militants s'étaient assurés le contrôle de la Mutuelle, gagna cette dernière. Et depuis que les étudiants du P.S.U., à l'automne 1968, en assurent, pratiquement seuls, la direction, les critiques contre la gestion de cet organisme se sont multipliées.

(Lire la suite page 12, 4^e col.)

ACCORD A SAINT-BRIEUC

Syndicats et partis tirent les leçons de la grève du Joint français

Après huit semaines de grève, les salariés du Joint français devaient se prononcer ce lundi 8 mai après-midi, à Saint-Brieuc, sur la reprise du travail, en approuvant ou en rejetant le protocole d'accord que les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. ont arraché à la direction vendredi et samedi au cours de laborieuses négociations. Malgré les réticences de nombreux irréductibles, la majorité des grévistes devraient accepter les nouvelles propositions de la direction. Déjà, tant en Bretagne que dans la région parisienne, les partenaires sociaux et les partis tirent les leçons d'un conflit qui par son retentissement et par son issue aura d'importantes conséquences sociales et politiques.

De notre envoyé spécial

Saint-Brieuc. — « Ils s'en tirent bien, et c'est bon pour la Bretagne. » Ce jugement d'un chauffeur de taxi de Saint-Brieuc résume assez bien la victoire partielle, mais la victoire quand même, qu'ont remportée les grévistes du Joint français.

Quant aux dirigeants, tant syndicaux que patronaux, ils soulignent dès samedi, chacun à leur façon, les problèmes posés par cette grève qui a duré deux mois. Outre le sentiment justifié d'avoir arraché en dernière minute 5 centimes supplémentaires, les grévistes peuvent mettre à leur actif toute une série de mesures et de réactions favorables à leur mouvement.

Les pouvoirs publics ont dû admettre que la politique actuelle d'aménagement du territoire ne tenait pas suffisamment compte des répercussions sociales de l'implantation d'une usine en province. La popularité de la grève a en effet démontré que la Bretagne, mais aussi d'autres régions françaises en retard, ne se contenteront plus de simples aumônes et de belles usines avec pelouse. Déjà, le ministre du travail a annoncé que la procédure d'octroi des aides aux décentralisations industrielles serait modifiée.

Les partis politiques, qui, presque tous, ont pris le train en marche, ont suivi avec passion ou agacement la vague qui a déferlé sur la Bretagne, de Saint-Brieuc à Quimper, rassemblant les ouvriers et les paysans dans une critique commune contre les technocrates parisiens. Les deux perdants dans cette affaire pourraient être l'U.D.R. et le parti communiste. Les deux organisations ont certes réagi vigoureusement contre les incapacités de la direction du Joint et les erreurs du groupe industriel dont elle fait partie ; la Nation, elle-même, a explicitement condamné l'attitude de la C.G.E., mais ces déclarations sont arrivées beaucoup trop tard. En outre, les Bretons n'ont pas apprécié que parmi les rares communiqués du P.C. certains fustigent le comité de soutien à un moment critique où les grévistes avaient le plus besoin d'un appui général. En revanche, le P.S.U., solidement installé à la municipalité de Saint-Brieuc avec M. Le Foll, a accru une audience régionale qui dépassait déjà la cité bretonne.

JEAN-PIERRE DUMONT.

(Lire la suite page 33, 1^{re} col.)

samuel pizar
transactions
entre
l'est et
l'ouest

«la bible du commerce est-ouest»
extrait de la préface de
valéry giscard d'estaing

dunod 92 rue bonaparte paris 6^e

broche 45F
relié 65F

